

PAYS DE LA LOIRE

LA CONJONCTURE

ECONOMIQUE

SITUATION AU 30/06/2015

DOCUMENT TRIMESTRIEL - LIBRE DE DIFFUSION SOUS RESERVE DE MENTION DE LA SOURCE « POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE »

LA CONJONCTURE NATIONALE

L'ESSENTIEL

Le début de l'année 2015 s'est montré moins florissant que prévu hors de la zone Euro. L'activité américaine s'est repliée, la croissance britannique a déçu et les échanges mondiaux se sont fortement contractés. Pourtant, les économies avancées sortiraient rapidement de ce trou d'air.

Les cours de l'euro et du baril de pétrole restent historiquement bas et engendrent un surcroît de consommation et d'exportations. Dans ce contexte, l'économie française a été dynamique au 1^{er} semestre (0,6%) et le rythme de croissance resterait élevé pour la fin de l'année (+0,3% en moyenne).

Au total, la hausse du PIB se maintiendrait à +0,3 % au troisième trimestre, puis s'élèverait un peu en fin d'année (+0,4 %). Ainsi, au quatrième trimestre 2015, le PIB augmenterait de 1,6 % par rapport à son niveau de fin 2014. En moyenne sur l'année, la croissance serait de +1,2 % (après +0,2 % en 2014), soit la plus forte hausse depuis 2011.

En France, l'activité a nettement accéléré au premier trimestre (+0,6 % après 0,0 %), plus que prévu lors des précédentes prévisions. Cette hausse est portée par le dynamisme de la production manufacturière (+1,3 % après +0,1 %) et, dans une moindre mesure, par le rebond attendu de la production d'énergie-eau-déchets (+3,8 % après -2,5 %). En revanche, dans la construction, la production s'est de nouveau nettement repliée (-1,0 % après -0,9 %). La consommation des ménages a vivement accéléré (+0,8 % après +0,1 %), tandis que le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance (-0,5 point), trouvant sa contrepartie dans un fort mouvement de stockage (+0,5 point), notamment de matériels de transport.

Au total, la croissance du PIB resterait relativement soutenue d'ici fin 2015 (+0,3 % aux deuxième et troisième trimestres, puis +0,4 % au quatrième). Elle atteindrait +1,2 % en moyenne sur l'ensemble de l'année, et +1,6 % sur un an fin 2015. Cette nette accélération du PIB, après trois années très ternes (+0,4 % par an en moyenne), serait portée par l'industrie manufacturière (+2,0 % après +0,3 % en 2014), le rebond de l'énergie (+2,6 % après -3,5 %) et les services marchands (+1,6 % après +1,1 %).

GRAPHIQUE
PIB (VARIATION TRIMESTRIELLE)



SOURCE : INSEE

TABLEAU
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE

	1T2015	2T2015	3T2015	4T2015
■ données observées				
■ prévisions				
Demande intérieure hors stocks	0.5	0.2	0.3	0.4
Variations de stocks	0.5	-0.2	0.0	0.0
Commerce extérieur	-0.5	0.3	0.0	0.0

(Evolution trimestrielle, aux prix de l'année précédente chaînés)

LES MENAGES

Après un premier trimestre 2015 de fort rebond (+0,8 %), du fait du retour à la normale des dépenses de chauffage mais aussi de la vigueur des achats de biens fabriqués, la consommation des ménages ralentirait au deuxième trimestre (+0,2 %), avec notamment un contrecoup en énergie (-3,0 % après +8,4 %). La consommation accélérerait ensuite progressivement au second semestre (+0,3 % puis +0,4 %), portée par les gains de pouvoir d'achat. Sur l'ensemble de l'année, la consommation des ménages accélérerait nettement (+1,6 % après +0,6 %).

TABLEAU
DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES

Données CJO-CVS en milliards d'euros, prix chaînés	mars-15	avril-15	mai-15	évolution sur 1 mois (%)	évolution sur 1 an (%)
Alimentaire	16.003	16.057	16.058	0.0%	1.6%
Biens fabriqués	20.244	20.273	20.290	0.1%	2.8%
- Biens durables	10.096	10.066	10.090	0.2%	3.6%
- dont automobiles	4.744	4.763	4.774	0.2%	3.8%
- dont éqpt. du logement	4.102	4.092	4.068	-0.6%	3.0%
- Textile-cuir	4.045	4.107	4.093	-0.3%	1.5%
- Autres biens fabriqués	6.111	6.105	6.112	0.1%	2.5%
Énergie	7.046	6.957	6.979	0.3%	-0.4%
Total	43.265	43.249	43.289	0.1%	1.8%
Produits manufacturés	37.044	37.192	37.2	0.0%	2.6%

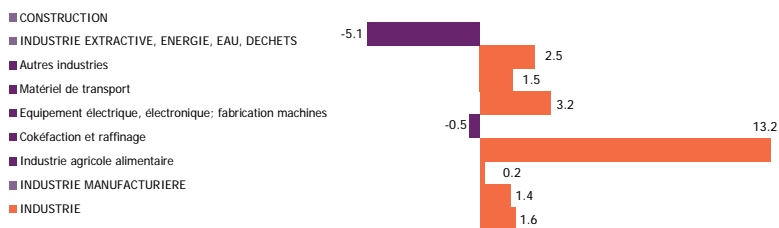
(1) Biens durables : matériel de transport et équipement du logement.

(2) Autres produits manufacturés : la pharmacie, les pneus et les pièces détachées d'automobiles, l'édition (presse, librairie, disques), le bricolage, l'horlogerie-bijouterie, la parfumerie, l'optique photo et les articles divers.

SOURCE : INSEE

LA PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES

GRAPHIQUE
EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEPUIS UN AN * - MAI 2015



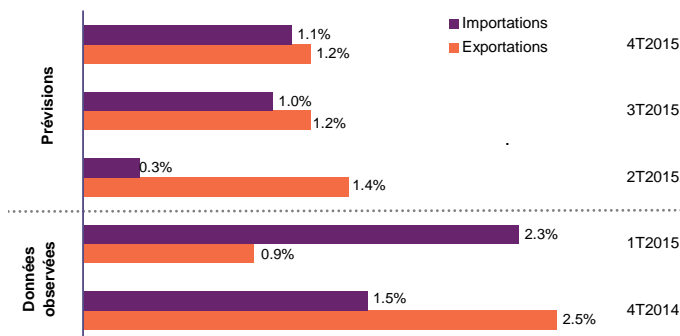
* 3 derniers mois / 3 mêmes mois de l'année précédente

Dans l'industrie manufacturière, la production continuerait d'augmenter au deuxième trimestre, à un rythme certes moins rapide qu'au trimestre précédent (+0,3% après +1,3 %). Le solde d'opinion relatif aux perspectives de production reste supérieur à sa moyenne de longue période et la production manufacturière croîtrait donc de nouveau au second semestre (+0,3 % puis +0,4 %). Sur l'ensemble de l'année, la production manufacturière accélérerait fortement (+2,0% après +0,3% en 2014), atteignant sa plus forte croissance depuis 2011.

LE SOLDE COMMERCIAL

Au premier trimestre 2015, les exportations ont ralenti (+0,9 % après +2,5 %), notamment en produits manufacturés (+1,0 % après +3,1 %). Elles accéléreraient au deuxième trimestre (+1,4 %), grâce à une demande extérieure plus dynamique et sous l'effet favorable de la forte dépréciation de l'euro début 2015. Ensuite, elles continueraient de croître à un rythme élevé (+1,2 % par trimestre). Les importations ont nettement accéléré au premier trimestre 2015 (+2,3 % après +1,5 %), en particulier les achats de biens aéronautiques et de pétrole brut. Par contrecoup, elles ralentiraient nettement au deuxième trimestre (+0,3 %), puis retrouveraient une croissance en ligne avec la demande intérieure au second semestre (+1,0 % au troisième trimestre puis +1,1 % au quatrième). Après avoir pesé négativement sur la croissance au premier trimestre 2015 (-0,5 point), la contribution du commerce extérieur serait positive au deuxième trimestre (+0,3 point) et neutre ensuite. En moyenne en 2015, le commerce extérieur amputerait la croissance de 0,2 point, après -0,5 point en 2014.

GRAPHIQUE
EVOLUTIONS DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PAR TRIMESTRE



SOURCE : INSEE

L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES ET DES MENAGES

L'investissement des ménages recule ainsi de nouveau fortement au deuxième trimestre 2015 (-1,2 % après -1,4 %), puis, à la faveur d'un redressement des ventes des promoteurs immobiliers, la baisse s'atténuerait au second semestre (-1,0 % puis -0,6 %). De nombreuses conditions sont désormais favorables au redémarrage de l'investissement des entreprises : les perspectives de demandes interne et externe sont plus favorables, le taux de marge remonterait nettement grâce au CICE, au Pacte de responsabilité et à la baisse du cours du pétrole, enfin les conditions de financement externes se sont encore assouplies. Ces améliorations se traduisent progressivement dans les enquêtes de conjoncture : les perspectives d'investissement dans l'industrie manufacturière sont rehaussées et les soldes d'opinion sur l'investissement des entrepreneurs des services sont depuis avril au-dessus de leur moyenne de long terme. Ainsi, l'investissement des entreprises accélérerait légèrement au deuxième trimestre (+0,3 %), les capacités d'utilisation étant encore peu intensément utilisées, puis plus nettement au second semestre (+0,6 % puis +0,8 %).

LES ALEAS DE LA PREVISION

Dans le scénario retenu, l'investissement des entreprises françaises accélérerait, d'abord modérément au deuxième trimestre puis plus nettement au second semestre. De nombreux facteurs favorables sont réunis depuis début 2015 et les enquêtes de conjoncture en témoignent plus récemment. Pour autant, les tensions sur l'appareil productif restent limitées, comme le signale le faible niveau du taux d'utilisation des capacités ; l'accélération de l'investissement pourrait ainsi être plus poussive. À l'inverse, les mesures récentes visant à augmenter le rythme de certaines dépenses d'investissement, via la possibilité d'un sur-amortissement de 40 %, peuvent conduire à une accélération encore plus importante que celle qui a été prévue. Les économies émergentes ralentiraient de nouveau, mais sans dégradation brutale. Le cas échéant, l'impact sur les économies avancées pourrait être important, notamment compte tenu de la progression du poids des émergents dans les échanges mondiaux depuis les années 1990. À l'inverse, le ralentissement des émergents pourrait réduire les anticipations de demande mondiale de pétrole et, partant, le cours du Brent, ce qui serait favorable aux économies avancées. Enfin, le scénario retenu suppose que, quelle que soit l'issue des négociations entre la Grèce et ses créanciers, la stabilité de l'Union monétaire ne serait pas altérée. Dans le cas contraire, les perspectives de la zone euro seraient moins favorables.

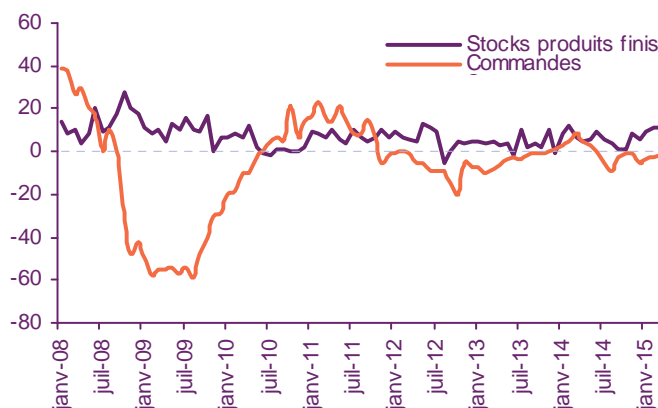
LA CONJONCTURE REGIONALE

L'activité a progressé dans l'industrie, les services marchands, le commerce de gros et le bâtiment. Elle continue cependant de fortement reculer dans les travaux publics. Dans l'industrie, les carnets ressortent à présent plutôt corrects.

L'activité a rebondi en juin dans les services. Les commandes ressortent en nette hausse, surtout grâce au marché intérieur. Les carnets ont gagné de la consistance et ressortent pour la première fois depuis bien longtemps assez satisfaisants. Une nouvelle croissance des productions est attendue.

Dans le bâtiment et les travaux publics, Les niveaux d'activité sont médiocres. Bien qu'en augmentation sur le trimestre précédent, les entrées d'ordres ne permettent pas une visibilité suffisante. Les prix sont tirés à la baisse dans les travaux publics et les effectifs diminuent. Les prévisions dans les travaux publics sont pessimistes, alors que dans le bâtiment elles ressortent plus favorables.

GRAPHIQUE
NIVEAU DES CARNETS DE COMMANDES ET DES STOCKS DANS L'INDUSTRIE

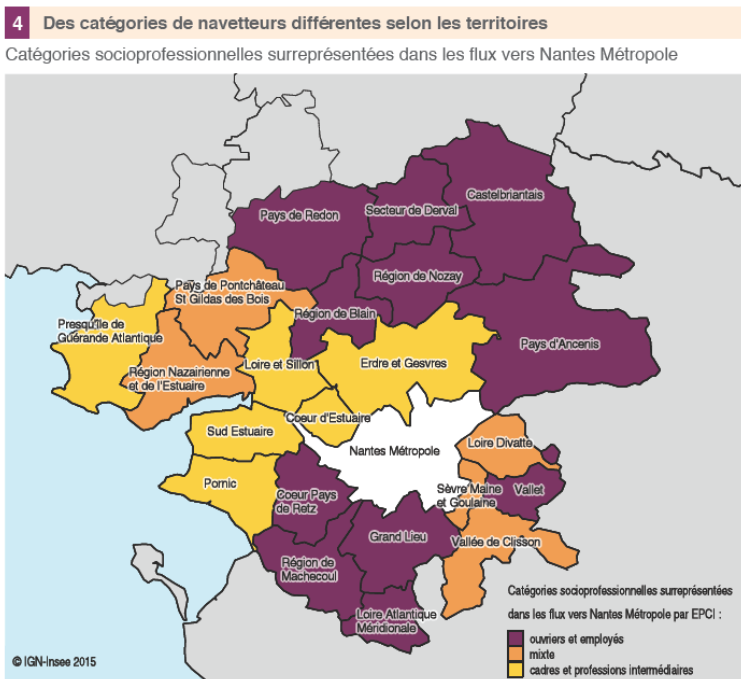


SOURCE : BANQUE DE FRANCE

ZOOM : Le dynamisme économique de Nantes Métropole ; Un atout partagé

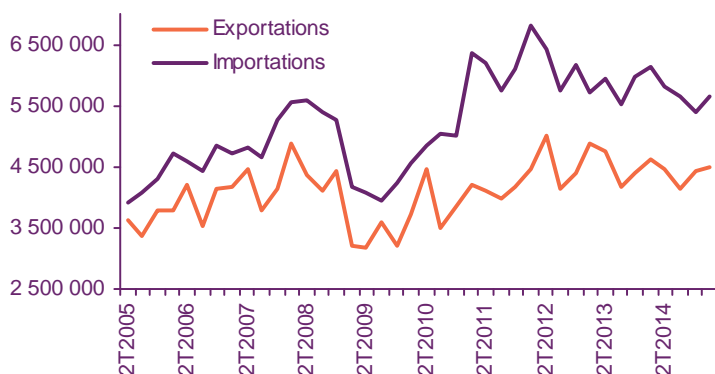
Sur les 10,5 milliards d'euros de salaires créés par l'activité économique de l'année 2012 en Loire-Atlantique, 7 milliards le sont au sein de Nantes Métropole. Avec une croissance annuelle moyenne de + 8 % entre 2009 et 2012, l'augmentation de la masse salariale produite dans l'agglomération nantaise est particulièrement forte. La concentration de l'emploi dans la métropole et l'élargissement du bassin d'habitat entraînent une redistribution des richesses par la dissociation entre le lieu de travail et le lieu d'habitat. Ainsi, les salaires créés dans Nantes Métropole se diffusent à hauteur de 1,7 milliard d'euros dans le reste du département. Un jeu d'interdépendance se dessine entre l'agglomération et sa périphérie. D'une part, la métropole nantaise rayonne et nourrit les territoires environnants, sans pour autant empêcher leur croissance économique. D'autre part, le cadre de vie offert par le reste du département constitue une dimension à part entière de l'attractivité de Nantes Métropole. Pour un territoire donné, sa distance à Nantes et sa capacité à attirer des résidents plus ou moins aisés sont déterminantes dans son degré de captation des masses salariales nantaises.

L'étude complète : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=3&ref_id=23084



LE COMMERCE EXTERIEUR

GRAPHIQUE EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS REGIONALES



Au premier trimestre 2015, le commerce extérieur régional détériore sensiblement son solde. Ce résultat est lié à une hausse plus importante des importations (+4,2%) par rapport à celle des exportations (+2,0%).

Les importations affichent une hausse de 4,2%. Ce résultat est en partie dû à la hausse du cuir, bagages et chaussures (+28,7%), les articles d'habillements (+20,5%) et les produits d'industries textiles (+21,9%). Ces postes représentent 8% des importations régionales.

Parallèlement, la hausse de 2,0% des exportations est principalement portée par les navires et bateaux (+63,7%), les machines agricoles et forestières (+45,6%) et les produits de la culture et de l'élevage (+24,5%).

L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne sont les trois premiers pays bénéficiaires. Ils représentent 36% de nos exportations au premier trimestre 2015.

SOURCE : MINISTERE DE L'INTERIEUR

LE CHOMAGE NATIONAL

LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (CATEGORIE A)

Depuis le 2^{ème} trimestre 2011, la demande d'emploi en catégorie A progresse continuellement, même si le rythme de progression a légèrement ralenti depuis mi-2013. Quelques baisses sont observées ponctuellement depuis le début de l'année 2015 en Pays de la Loire.

A fin juin 2015, 3 553 500 demandeurs d'emploi sont recensés en catégorie A, soit 158 200 personnes en plus qu'en juin 2014. Cela représente une hausse annuelle 4,7%. Sur le mois de juin 2015, une stabilité est observée avec seulement 1 300 demandeurs d'emploi supplémentaires. En Pays de la Loire, l'évolution mensuelle est inversée (- 2 027 demandeurs ; -1,1%).

TABLEAU EVOLUTION MENSUELLE COMPAREE DE LA DEFM CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	juin 2014	juillet 2014	août 2014	septembre 2014	octobre 2014	novembre 2014	décembre 2014	janvier 2015	février 2015	mars 2015	avril 2015	mai 2015	juin 2015
DEFM Pays de la Loire	167 646	167 803	169 561	170 042	171 842	174 944	175 096	174 776	174 608	175 486	175 346	178 298	176 271
Variation brute	973	157	1 758	481	1 800	3 102	152	-320	-168	878	-140	2 952	-2 027
Variation relative	0.6%	0.1%	1.0%	0.3%	1.1%	1.8%	0.1%	-0.2%	-0.1%	0.5%	-0.1%	1.7%	-1.1%
DEFM France	3 395 300	3 416 800	3 415 000	3 441 900	3 461 400	3 486 400	3 500 700	3 481 600	3 494 400	3 509 800	3 536 000	3 552 200	3 553 500
Variation brute	11 600	21 500	-1 800	26 900	19 500	25 000	14 300	-19 100	12 800	15 400	26 200	16 200	1 300
Variation relative	0.3%	0.6%	-0.1%	0.8%	0.6%	0.7%	0.4%	-0.5%	0.4%	0.4%	0.7%	0.5%	0.0%

SOURCE : POLE EMPLOI – DIRECCTE - DARES

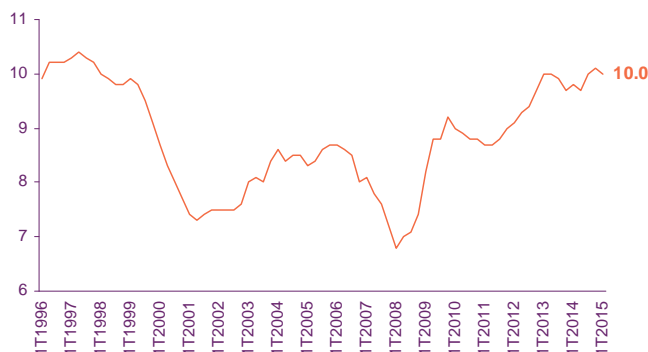
LE TAUX DE CHOMAGE

Après avoir atteint 6,8% au premier trimestre 2008 (plus faible taux de chômage depuis le début des années 1980), le taux de chômage France métropolitaine a fortement progressé jusqu'au dernier trimestre 2009 (9,1%) pour entamer une lente décroissance jusqu'au premier semestre 2011 (8,6%). Le chômage est reparti à la hausse jusqu'à l'été 2013. La fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014 ont été marqué par une légère détente. La fin de l'année 2014 a été marqué par le retour à la hausse du chômage, il atteint 10,1% au 31 décembre et marque le pas en ce début d'année avec un taux de chômage égal à 10% en stabilisation..

Au premier trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT a légèrement baissé, du fait notamment de la baisse du nombre de chômeurs âgés. Au deuxième trimestre 2015, les créations d'emplois seraient encore trop ténues pour absorber la hausse de la population active ; en revanche, la hausse attendue de l'emploi au second semestre serait suffisante pour stabiliser le chômage aux alentours des 10%. Le chômage pourrait même baisser si le découragement des chômeurs seniors perdure.

GRAPHIQUE

EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE – FRANCE METROPOLITAINE



SOURCE : INSEE

LE CHOMAGE REGIONAL

Toutes les régions de France ont vu leur nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmenter entre juin 2014 et juin 2015. La région Pays de la Loire est la quatrième région qui augmente le plus sur cette année, derrière la Corse, le Rhône-Alpes et l'Aquitaine.

En données CVS, près de 176 300 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin juin 2015 sur la région. Sur un mois, ce nombre est en diminution de -1,1%, un résultat meilleur de celui de la France métropolitaine (+0,0%).

L'évolution sur un an est cependant orientée la hausse. La région affiche une hausse de +5,1% de sa demande de catégorie A par rapport à juin 2014, en ralentissement toutefois. Au niveau national cette hausse est de 4,7%.

Les augmentations enregistrées ces dernières années ne permettent plus à la région de se maintenir dans les régions les moins touchées par le chômage. Elle reste cependant placée juste après.

En effet, après l'Île-de-France, la Bretagne, le Rhône-Alpes et l'Auvergne, les Pays de la Loire enregistrent le 5^{ème} plus faible taux de chômage de France (9,0% contre 10,0% au niveau national au premier trimestre 2015).

GRAPHIQUE EVOLUTION ANNUELLE DES DEFM CATEGORIE A EN PAYS DE LA LOIRE

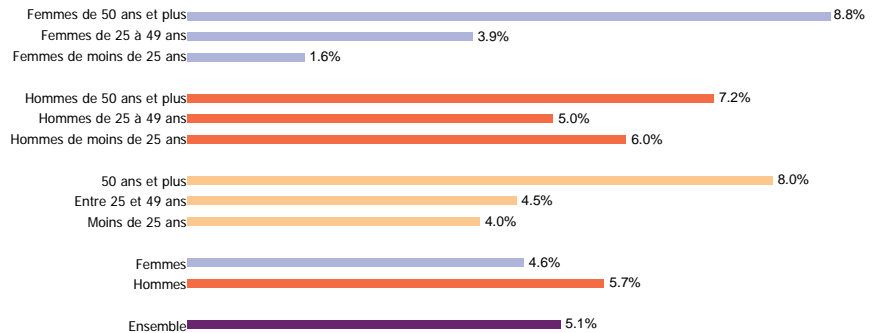


TABLEAU DEMANDEURS D'EMPLOI FIN DE MOIS – CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	juin 2014	mai 2015	juin 2015	Evolution sur un mois	Evolution sur un an
Loire-Atlantique	62 745	66 802	66 334	-0.7%	5.7%
Maine et Loire	38 281	41 030	40 347	-1.7%	5.4%
Mayenne	10 413	11 235	11 149	-0.8%	7.1%
Sarthe	27 991	29 726	29 169	-1.9%	4.2%
Vendée	28 213	29 505	29 272	-0.8%	3.8%
Pays de la Loire	167 643	178 298	176 271	-1.1%	5.1%

En juin 2015, ce sont les hommes (+5,7%) et les plus de 50 ans (+8,0%) qui progressent le plus sur l'année écoulée. Les femmes de plus de 50 restent la population la plus touchée par la hausse annuelle de la demande d'emploi (+8,8%).

Au niveau géographique et sur un an, tous les départements affichent des évolutions orientées à la hausse. La Vendée affiche la progression la plus « modeste » (+3,8%), suivie par la Sarthe (+4,2%). La plus forte hausse est observée en Mayenne (+7,1%).

Mensuellement, tous les départements ont vu leur population de demandeurs d'emploi se réduire. La baisse la plus significative est attribuée à la Sarthe (-1,9%) tandis que la Loire-Atlantique affiche le résultat le plus modeste (-0,7%).

SOURCE : POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE - DIRECCTE

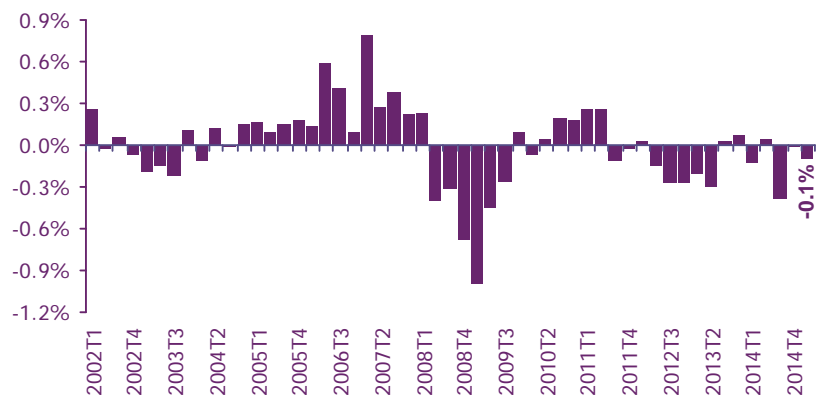
L'EMPLOI NATIONAL

Au premier trimestre 2015, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles reste stable (-13 500 emplois, soit -0,1% après -1 300 postes, soit -0,0% au quatrième trimestre 2014).

L'industrie et la construction détruisent toujours de l'emploi (respectivement -0,2% et -1,0%) tandis que le tertiaire se stabilise de +0,0%.

Sur un an, l'emploi marchand non agricole diminue de -0,4%, soit 68 500 postes supprimés. Le tertiaire crée 26 700 emplois (+0,2%) pendant que l'industrie perd 38 200 postes (-1,2%). La construction paye le plus lourd tribut avec un recul de -4,1%, soit 57 100 suppressions de postes entre mars 2014 et mars 2015.

GRAPHIQUE EMPLOI SALARIE – ESTIMATION TRIMESTRIELLE DONNEES CVS



SOURCE : INSEE

L'EMPLOI REGIONAL

Au premier trimestre 2015, l'emploi salarié marchand compte près de 892 700 postes sur la région. Ce nombre est quasiment identique à celui du quatrième trimestre 2014 : +0,0%, soit 157 créations nettes de postes. Sur un an, 721 suppressions d'emploi ont été enregistrées, soit une baisse de -0,1%.

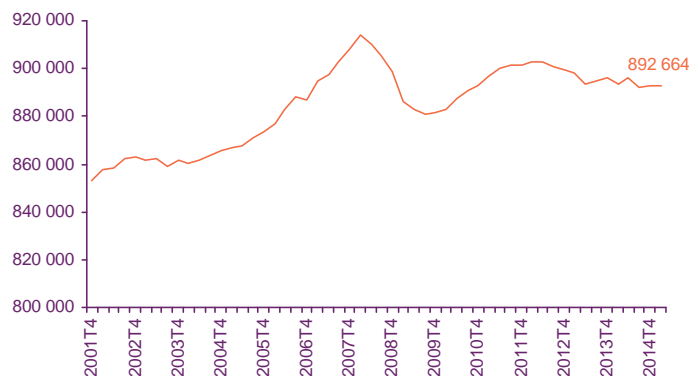
Au niveau départemental, il existe de fortes disparités dans les évolutions. La Loire-Atlantique, qui représente 41% de l'emploi régional, est un département moteur avec des créations nettes d'emploi à hauteur de 892 postes (+0,2%) sur un trimestre. La Sarthe et la Vendée repartent à la hausse avec des résultats respectifs de +0,0% (38 postes) et +0,2% (387 postes). A l'inverse, le Maine-et-Loire et la Mayenne détruisent de l'emploi au premier trimestre avec des baisses respectives de -0,4% (787 postes) et -0,5% (373 postes).

Sur un an, seule la Loire-Atlantique affiche une progression de son emploi salarié (+1,0%). Les destructions d'emploi des autres départements oscillent entre -0,6% pour la Vendée et -1,0% pour le Maine-et-Loire et la Mayenne.

L'évolution trimestrielle par secteur fait état d'une progression de l'emploi dans le tertiaire marchand de +0,4% et de régressions dans l'industrie, la construction et le commerce (respectivement -0,2%, -1,8% et -0,2%).

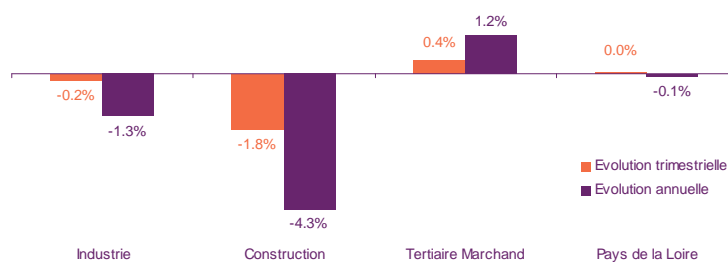
Sur un an, il en est de même : L'industrie et la construction tirent les résultats de la région vers le bas, tandis que le commerce et le tertiaire marchand progressent. Ce dernier, qui représente 63% de l'emploi régional, crée près de 6 500 postes (+1,2%). L'industrie perd près de 3 300 emplois (-1,3%) et la construction affiche les plus fortes destructions : -3 900 postes, soit -4,3%.

GRAPHIQUE
EVOLUTION DESAISONNALISEE DU NOMBRE DE SALARIES



SOURCE : INSEE

GRAPHIQUE
EVOLUTION TRIMESTRIELLE ET ANNUELLE – 1^{er} TRIMESTRE 2015



SOURCE : INSEE

L'EMPLOI INTERIMAIRE

GRAPHIQUE
EVOLUTION DU NOMBRE D'INTERIMAIRES (DONNEES CVS)



Statistiques et Indicateurs

Directeur de la publication : Alain MAUNY – Laurence ROSSI
Directeur de la rédaction : Josette BARREAU
Conception et réalisation : Service SEE – Vincent RAGOT

Contact : statsPDL@pole-emploi.fr

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

La région Pays de la Loire affiche une forte augmentation de ses effectifs intérimaires au mois de mai 2015. 48 400 intérimaires sont ainsi recensés. Sur un an, la population intérimaire est également en forte augmentation : + 8,6%, soit 3 800 postes supplémentaires.

Ce résultat probant est en grande partie attribué au secteur tertiaire qui gagne 15,8% et 1 740 intérimaires sur un an. L'intérim de l'industrie est également en hausse : +8,4% et +2 050 intérimaires sur un an. Seul la construction est en berne : -0,5% et -40 DE.

Toutes les catégories socioprofessionnelles bénéficient de ce résultat. Les hausses vont de +5,7% pour les ouvriers non qualifiés (+980 intérimaires) à +14,6% pour les employés (+575 intérimaires).

Entre avril et mai 2015, les résultats sont orientés à la hausse sur tous les départements. La Loire-Atlantique et la Sarthe (respectivement +2,3% et +2,9%) connaissent les évolutions les plus modestes. A l'inverse, la Mayenne a connu la progression la plus forte : +8,7% sur un mois.